



**Le Mexicain** Angel Gurria, ex-ministre des Finances, devrait devenir le nouveau secrétaire général de l'OCDE, ayant obtenu un plus fort soutien que son dernier rival, le Polonais Marek Belka. PHOTO AP.

Polémique

# Le révisionnisme alimenté par Péan

**COMME UN COW-BOY** isolé, Péan s'est senti investi d'une mission sacrée : défendre l'honneur de son pays. Il fait feu de tout bois...

**J**e n'ai pas besoin d'y aller pour savoir ce qui s'y passe. Pas plus que Fernand Braudel n'a eu besoin de vivre dans la Méditerranée du XVI<sup>e</sup> siècle pour en reconstituer l'histoire. »

Pierre Péan attribue cette phrase à François-Xavier Verschave, le fondateur de l'association « Survie » qui fut l'un des premiers à mettre en lumière l'implication de la France au Rwanda. L'auteur de *Noires fureurs, blancs menteurs* accuse Verschave de pratiquer le « copier-coller » à partir des informations des autres, sans se rendre sur le terrain. C'est bien vu. Sauf que cette méthode est aussi la sienne. Lorsqu'en avril 2004, Péan m'expliqua son projet de livre, à l'occasion d'un entretien que je croyais amical, je lui suggérai de se rendre au Rwanda, ne serait-ce que pour se rendre sur la colline de Massaka d'où avaient été lancés les deux missiles qui abattirent l'avion présidentiel, s'entretenir avec des témoins et des survivants, retrouver les traces et les souvenirs laissés par l'Opération Turquoise.

Il me répondit qu'un tel déplacement n'était pas nécessaire, non seulement parce que la presse n'était pas libre au Rwanda, mais surtout parce qu'il disposait déjà des meilleures informations possibles : l'accès aux archives de l'Élysée, aux documents personnels du président Mitterrand et de son fils Jean-Christophe. Un privilège exceptionnel, effectivement, dont n'avaient pas bénéficié, en 1998, les députés qui avaient participé à la commission d'enquête mise sur pied par l'Assemblée nationale et dirigée par Paul Quilès.

**Fréquentant Mitterrand et son fils, Péan eut l'occasion de constater l'émoi que suscitaient les événements du Rwanda**

Il est vrai que Péan était ce que l'on appelle un homme « bien introduit ». Il le reconnaît d'ailleurs : Bruno Delhay, qui était en 1994 conseiller à l'Élysée pour les affaires africaines, était un ami personnel, et c'est grâce à lui que l'écrivain eut l'occasion de rencontrer François Mitterrand et de l'interroger sur les épisodes peu connus de sa vie, qui allaient permettre la rédaction de *Une jeunesse française*. Fréquentant à l'époque l'Élysée, le président et son fils Jean-Christophe, les conseillers et les militaires, Péan eut donc l'occasion de constater l'émoi que suscitaient les événements du Rwanda, les massacres sans doute, et plus sûrement encore les critiques que suscitait l'engagement ambigu de la France. C'est d'alors que date le désir de jeter une autre lumière sur la politique menée par l'Élysée.

Pourquoi l'heure de cette entreprise de défense et de réhabilitation a-t-elle aujourd'hui sonné ? Parce que ce serait le moment de la curée à l'encontre du régime de Kigali ? Kagame et les siens font effectivement l'objet d'un tir groupé, plusieurs livres accusateurs étant publiés presque simultanément, avec des auteurs qui se recourent, se renvoient l'ascenseur. Ils se réfèrent tous à l'enquête

du juge Bruguière. Une enquête présentée comme terminée depuis deux ans mais dont des éléments choisis n'ont jamais été communiqués qu'à quelques privilégiés. L'action de l'armée française au Rwanda se trouve elle aussi sous le feu des projecteurs : une juge d'instruction se trouve en ce moment à Kigali, suite à des plaintes déposées par des Rwandais à l'encontre de militaires français...

Pour les besoins de sa démonstration, Péan se focalise sur les années 90-94 et il éclaire – de manière très intéressante et parfois inédite – la face émergée de la politique française de l'époque : les efforts diplomatiques afin que soient appliqués les accords d'Arusha d'une part, et de l'autre, l'engagement croissant des militaires afin de contenir les avancées du FPR. Car la présence française avait deux visages : s'il avait visité le Rwanda à cette époque,

l'enquêteur aurait aussi pu évoquer ces barrages routiers où les soldats français contrôlaient et triaient les citoyens rwandais en fonction de leur ethnie, les manœuvres conjointes dans la région de Ruhengeri, les entraînements de miliciens visibles sur les collines proches de la capitale. Et s'il avait été présent à Kigali en avril 1994, Péan aurait vu, comme le colonel Marchal, que les C-130 français de l'Opération Amarylles, venus pour évacuer

**A propos de l'attentat contre Habyarimana, la religion de Péan le dispense de toute réelle enquête ou vérification**

les expatriés, déposaient aussi sur le tarmac des caisses d'armes destinées à l'armée gouvernementale. Il aurait vu brûler les archives de son ambassade, aurait entendu les pleurs des employés tutsis abandonnés et compris pour-

## Les accusations de Péan contre Colette Braeckman

Dans son livre, Pierre Péan met durement en cause la presse, et particulièrement le journaliste du *Soir* Colette Braeckman, spécialiste de l'Afrique, auteur de plusieurs livres sur le sujet. L'auteur français lui reproche d'avoir participé à une œuvre de propagande en faveur de Paul Kagame, et d'avoir « concentré toutes ses accusa-

tions sur la France ». Un chapitre entier est consacré aux « Services rendus » de Colette Braeckman, où Péan explique comment notre consœur aurait « crédibilisé les thèmes de la guerre idéologique menée par le FPR et accompagné, voire amplifié les attaques du FPR contre l'Église catholique et contre la France ».

quo aujourd'hui le nouvel ambassadeur de France à Kigali a inauguré une plaque commémorative portant leurs noms. Il aurait aussi pu enquêter sur le rôle exact de ces 25 coopérants militaires demeurés au Rwanda après le retrait officiel des forces françaises en décembre, qui, en mars, assureraient à de nombreux témoins qu'ils se trouvaient au Rwanda « pour une mission de courte durée ». Et si, dans la soirée du 6 avril, alors que l'avion présiden-

tiel venait d'exploser en vol, Péan avait téléphoné à l'ambassade de son pays, il se serait lui aussi entendu répondre que « les Belges ont abattu l'avion ». Une accusation relayée par la *Radio des Mille Collines* et les extrémistes hutus (qualifiés de « nationalistes ») qui a mené à l'assassinat des dix Casques bleus belges...

A propos de l'attentat, la religion de Péan le dispense de toute réelle enquête ou vérification, puisqu'il dit savoir que, de toutes manières, Kagame en est le commanditaire. En ce qui me concerne, je n'ai jamais fait que formuler, au conditionnel, d'autres hypothèses, dont une éventuelle implication de ressortissants français ou même une erreur de cible (un C130 belge se trouvait au-dessus de Kigali à la même heure que le Falcon présidentiel) mais aucune enquête internationale n'a jamais été menée pour vérifier les assertions des uns ou des autres, ce qui représente un autre scandale.

Relayant sans doute les vues de ses informateurs, Péan me désigne comme l'un des acteurs principaux de la désinformation, à la suite de mes articles et d'un ouvrage publié en 1994, présenté comme une « apothéose ». Le travail de journaliste réalisé à l'époque ne mérite ni cet excès d'honneur ni cette indignité, non seulement parce que le livre eut une audience normale, plus en Belgique qu'en France d'ailleurs, mais aussi parce qu'il fut suivi de nombreux articles et de trois ouvrages revenant sur les méthodes et les objectifs du Front patriotique rwandais, sur la personnalité du président Kagame, et sur les crimes de guerre et violations des droits de l'homme commis par ses troupes, au Rwanda et en République démocratique du Congo. Mais à part un bref paragraphe qui conforte sa propre thèse, Péan ne mentionne guère ce travail ultérieur.

Par contre, lorsqu'il raconte que le ministre de la Coopération

de l'époque, Michel Roussin, interroge le chef de la Coopération militaire, le général Huchon, pour savoir, en se référant à l'hypothèse avancée par *Le Soir*, si ses hommes ont ou non participé à l'attentat contre l'avion, obtenant une réponse évidemment négative, cette question est sans doute inspirée moins par l'article du *Soir* que par d'autres informations. En effet, ainsi qu'en attestent des comptes rendus officiels rwandais, une rencontre à Paris eut lieu le 9 mai 1994, entre le directeur de la mission militaire de coopération française, le général Huchon, et un émissaire du gouvernement intérimaire Ephrem Rwabalinda.

Au cours de cet entretien – un mois après le début du génocide – le général Huchon promit de livrer à l'armée gouvernementale des munitions de 105mm, des munitions pour armes individuelles et du matériel de transmission, dont un téléphone sécurisé permettant au général Bizimungu et au général Huchon de converser sans être écoutés, ainsi que 17 petits postes à sept fréquences permettant de faciliter les communications entre les unités dans la ville de Kigali. Il fut aussi question de la nécessité de retourner l'opinion publique en faveur du camp gouvernemental, à cause de l'image négative donnée par les massacres...

Comme un cow-boy isolé se sentant soudain investi d'une mission sacrée – défendre l'honneur de l'armée de son pays et celui de son défunt président –, Péan fait feu de tout bois. Mieux informé que toutes les organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme (également qualifiées de « droits-de-l'hommeistes »), que la presque totalité des journalistes présents au Rwanda à l'époque, que des cen-

**La France aurait fait l'objet d'un complot où se retrouveraient des Juifs, des francs-maçons belges, des protestants français**

taines de témoins, d'enquêteurs et de victimes, il ne craint pas de réécrire l'histoire, de faire la synthèse de tous les négationnismes déjà publiés, jusqu'à assurer que le vrai génocide fut celui d'un million de Hutus.

La France aurait ainsi fait l'objet d'un complot dans lequel se retrouveraient des Juifs, des francs-maçons belges, des protestants français. Ce qui est excessif n'est pas forcément insignifiant et notre auteur, après avoir commencé à sa gauche, finit ainsi par alimenter les arguments révisionnistes qui se succèdent, d'un génocide et d'une génération à l'autre... ■

COLETTE BRAECKMAN



**DES HABITANTS DE KIGALI** scrutent un charnier. Ils tentent de reconnaître les restes des membres de leur famille afin de leur donner une vraie sépulture. Cette scène a été photographiée l'an dernier, à l'occasion du dixième anniversaire du génocide. AFP PHOTO/GIANLUIGI GUERCIA.

## REPÈRES

**Octobre 1990.** Début de la guerre lancée depuis l'Ouganda par le Front patriotique rwandais (FPR), dirigé par Paul Kagame.

**Juillet 1993.** Signature des accords d'Arusha prévoyant le partage du pouvoir entre Habyarimana, les partis d'opposition et le FPR, ainsi que le déploiement de Casques

bleus.

**6 avril 1994.** L'avion qui ramène à Kigali les présidents du Rwanda et du Burundi est abattu par deux missiles.

**7 avril 1994.** Dix Casques bleus belges sont assassinés. Les massacres de Tutsis s'amplifient.

**4 juillet 1994.** Le FPR entre à Kigali en vainqueur. Ka-

game, l'homme fort, devient ministre de la Défense et Pasteur Bizimungu président. Le génocide a fait un million de morts en trois mois.

**Octobre 1996.** Estimant que le Rwanda est menacé par la présence au Kivu de 1,5 million de réfugiés hutus, l'armée rwandaise attaque le Zaïre.